

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Coordination Administrative et Etudes - Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire - Convention de financement avec l'ADEME

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.193

Date de la convocation :

Le 30/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **17 NOV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **14 NOV. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 novembre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 06 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Marguerite BLAZY

Monsieur MELE,

Suite à la labellisation « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en 2015, le partenariat avec l'ADEME s'est orienté vers un Contrat d'Objectif Déchets Economie Circulaire (CODEC), et ce afin de mettre en œuvre les actions de prévention et de réduction des déchets sur le territoire communautaire.

En effet, ce CODEC doit ouvrir de nouvelles pistes d'actions vers une démarche d'économie de ressources et de développement d'une économie circulaire, en prenant notamment en considération les besoins en matières ou produits, et les déchets des activités économiques.

Le CODEC est complété, au préalable, par une étude de préfiguration qui doit permettre aux acteurs locaux de mettre en évidence les enjeux et les opportunités sur leur territoire, conduisant ainsi à la détermination des objectifs, du plan d'actions et à la définition des indicateurs correspondant à ces enjeux et ces objectifs.

Les objectifs à atteindre, ainsi que les indicateurs permettant le suivi des actions mises en œuvre, sont repris dans l'annexe technique jointe à la présente.

Afin de mettre en œuvre les actions de prévention et de réduction des déchets, l'ADEME apporte une aide financière qui sera plafonnée à 450 060,00 €, et qui se répartit comme suit :

- Un montant fixe de 270 000,00 €,
- Un montant variable de 180 060,00 €.

Les conditions d'octroi des soutiens sont reprises dans l'annexe financière jointe à la présente.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de financement du Contrat d'Objectif Déchets Economie Circulaire (CODEC) avec l'ADEME, joint en annexe, ainsi que les annexes financières et techniques,
- d'approuver les objectifs de ce contrat et leurs mises en œuvre,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de financement, ainsi que tout document utile pour la mise en œuvre de ce contrat.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de financement du Contrat d'Objectif Déchets Economie Circulaire (CODEC) avec l'ADEME, joint en annexe, ainsi que les annexes financières et techniques,
- d'approuver les objectifs de ce contrat et leurs mises en œuvre,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de financement, ainsi que tout document utile pour la mise en œuvre de ce contrat.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 novembre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

ANNEXE 1 - ANNEXE TECHNIQUE A LA CONVENTION N°1640C0013
--

Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire (CO DEC)

Préambule

Pour l'ADEME,

La conférence environnementale de septembre 2013 a entériné la volonté collective des parties prenantes d'engager la France dans une transition vers l'économie circulaire.

Le développement de l'économie circulaire permet d'amplifier la dynamique initiée par les actions et les programmes locaux de prévention déchets dans les territoires, en intégrant l'ensemble des acteurs, collectivités, acteurs économiques, citoyens, administrations. Cette approche globale sur l'ensemble de la chaîne de valeur et du cycle de vie des produits a pour ambition de modifier l'offre proposée par les acteurs économiques (biens / services), de modifier les comportements de consommation des acteurs (citoyens et acteurs économiques) afin de limiter la consommation de ressources, de réduire les impacts sur l'environnement notamment en diminuant la production de déchets et en améliorant leur valorisation matière, organique et énergétique.

Les projets des territoires doivent contribuer à l'atteinte des objectifs de prévention et à la mise en œuvre d'action concernant les flux prioritaires définis dans le Programme National de Prévention Déchets 2014/2020. Ils s'inscrivent également dans les objectifs d'économies de ressources dans le cadre de démarches d'économie circulaire telles que définies par la loi TECV.

Les territoires « Zéro Déchet Zéro Gaspillage (ZDZG) » retenus dans le cadre de l'appel à projets lancé par le MEDDE s'engagent à mettre en œuvre une approche territoriale forte. Cette démarche englobe la prévention et la gestion de tous les déchets et comprend également les autres piliers de l'économie circulaire (Ecologie Industrielle et Territoriale, Economie de Fonctionnalité, éco-conception, ...).

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Dans le cadre de sa politique de prévention et de réduction des déchets, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) met en œuvre depuis sa création (en 2002) des projets innovants permettant de répondre aux problématiques du territoire.

Soucieuse d'atteindre les objectifs définis dans la politique environnementale française, la CASA a donc mené un certain nombre d'actions depuis 2013, notamment dans le domaine de la collecte des déchets ménagers et assimilés, et son partenaire, le syndicat de traitement UNIVALOM. Les actions de prévention de la CASA sont donc déléguées à UNIVALOM, sauf en ce qui concerne la mise en place des composteurs domestiques.

Après avoir signé un contrat d'objectifs avec le Conseil Départemental des Alpes Maritimes en 2013 avec des résultats à atteindre en 2015, UNIVALOM s'est engagé fin 2015 dans un Programme Local de Prévention des Déchets 2016-2020.

Profondément impactée durant de nombreuses années par deux centres d'enfouissement de déchets ménagers non dangereux sur la commune voisine de Villeneuve Loubet (Le Jas de Madame et la Glacière), la commune de Biot souhaite intensifier ses actions de prévention, de tri et de valorisation des déchets et s'engager dans une démarche ambitieuse de réduction des déchets.

Le projet présenté s'inscrit en parfaite adéquation avec la politique volontariste de la CASA, d'UNIVALOM et de la commune de Biot dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, et se montre ambitieux en ayant pour objectif d'initier d'autres démarches d'économie circulaire (EIT notamment) sur son territoire.

Pré-requis : la collectivité a validé les pré-requis nécessaires suivants

1) Avoir été sélectionné dans le cadre d'un appel à projet ZDZG

Exceptionnellement, des territoires d'excellence qui n'auront pas été retenus dans le cadre de TZDZG ou qui n'auront pas candidaté pourront être cooptés par la Direction Régionale pour signer un CO

2) Cible : collectivité – prioritairement EPCI à fiscalité propre développant les compétences « développement économique » et « déchets ».

Syndicats de traitement : signature conditionnée à la légitimité du syndicat à porter le projet avec l'ensemble des acteurs du territoire compétents au développement d'actions de prévention et d'une économie circulaire (syndicats de collecte, représentants ou relais des acteurs économiques, ...)

Des conseils généraux pourront être retenus sous les mêmes conditions (formalisation par des délibérations pour les collectivités compétentes et des lettres d'engagement pour les autres acteurs)

Périmètre : la règle de non recouvrement des territoires aidés par des CODEC devra être respectée.

3) Techniques

Nota bene : il sera nécessaire de différencier, au cas par cas, les obligations ci-dessous mentionnées en fonction des bénéficiaires du contrat d'objectif. Des contraintes supplémentaires spécifiques pourront être posées par les directions régionales selon leur contexte spécifique.

Pour un Conseil général ou un syndicat de traitement, la majorité des collectivités du territoire devront répondre à ces pré-requis ; les autres devront y répondre avant la fin du CO (soit 3 ans).

- Matrice des coûts de la prévention validée depuis au moins un an
- Historique de suivi des tonnages sur plusieurs années
- Redevance Spéciale appliquée sur le territoire (réglementaire) ou délibération s'engageant à sa mise en œuvre au plus tard au cours de la 1^{ère} année du contrat (sous réserve des résultats d'une étude de faisabilité)
- Présenter un programme d'action déchets & économie circulaire défini à partir d'une étude de projet et fixant des objectifs pour les 3 ans conformément au cahier des charges (programme du bénéficiaire et des partenaires, en particulier des acteurs économiques) Etude de préfiguration de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis réalisée par le bureau d'étude INDDIGO et présentée dans sa version finale à l'ADEME le 17 février 2017.

Les objectifs pour les 3 années et les indicateurs correspondants, le programme d'action et les conditions précisées, les partenariats et les moyens nécessaires à la mise en œuvre du contrat d'objectif repris dans cette annexe technique ont été négociés et validés par les 2 parties.

Point de présentation du programme d'action

Le programme d'action de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis se présente sous la forme de 7 axes de travail qui sont les suivants et qui se décomposent ainsi :

Axe 1 : Réduire les DMA	Compostage
	Biodéchets
	Broyage des déchets verts
	Réemploi
	Eco-conception et éco-consommation
Axe 2 : Améliorer la valorisation matière et organique	Obligations des professionnels
	Améliorer les performances de collectes sélectives
Axe 3 : Accompagner les professionnels du BTP	Déchets assimilés et du BTP
	Plateforme d'échanges de matériaux
Axe 4 : Développer des filières locales à forte valeur ajoutée	Augmenter la part de valorisation organique des DMA
	Bois biomasse
	Circuits courts
Axe 5 : Faire preuve d'exemplarité	Critères marchés publics
	Des services CASA exemplaires
Axe 6 : Amorcer une démarche d'EIT	
Axe 7 : Sensibiliser et communiquer auprès des acteurs	

Le tableau de suivi des actions opérationnel utilisé pour les comités de pilotage et reprend cette formulation en 7 axes.

La présentation du CODEC reprend quant à elle les 3 axes classiques des CODEC, pour permettre une harmonisation du suivi des CODEC au niveau de l'ADEME, en précisant la correspondance avec la nomenclature de la CASA pour chaque action.

1 Description du programme d'action déchets & économie circulaire

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est lauréate depuis fin 2015 de l'appel à projets Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer. Elle regroupe 24 communes qui représentent près de 180 000 habitants répartis sur 483 km².

Au sein de la CASA, c'est la **Direction Envinet** qui est en charge de la compétence liée aux déchets. La collecte des déchets ménagers est effectuée, pour une partie du territoire en régie directe avec les moyens de la CASA (près de 250 agents), et pour une autre partie du territoire par des entreprises dans le cadre de marchés publics de prestation de services.

Concernant la compétence de protection et mise en valeur du cadre de vie, l'ensemble des communes membres ont transféré la compétence collecte à la communauté d'agglomération le 1er janvier 2003 ; la CASA a ensuite transféré la compétence traitement à UNIVALOM le 1er janvier 2004.

On notera que le syndicat **UNIVALOM** regroupe l'ensemble de la CASA ainsi que les communes du Cannet, Mandelieu-la-Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer de la CA Cannes Pays de Lérins et 1 commune de la CA Pays de Grasse (Mouans-Sartoux) : le syndicat est signataire du contrat barème E avec Eco-Emballages et est la structure porteuse du Programme Local de Prévention des Déchets 2016-2020.

• Axe 1 – Animer le projet et mobiliser les acteurs

- Assumer une gouvernance ouverte et partagée avec l'ensemble des acteurs
- Assurer une articulation avec les autres politiques du territoire (climat, énergie, air/santé, urbanisme)
- Etre éco-exemplaire, promouvoir l'éco-responsabilité sur le territoire

Conditions requises :

- Délibération du bénéficiaire.
- Délibérations des collectivités engagées et engagements écrits des autres partenaires précisant leur contribution dans la mise en œuvre du projet.
- Equipe projet : cette équipe projet est composée au minimum d'un animateur de la démarche et d'une importance cohérente avec l'ambition du projet de territoire. La vérification des moyens dédiés et de leur pertinence sera de la responsabilité de la DR. On estime au minimum le besoin à 1 ETP en dessous de 100 000 hab., 2 au-delà.
- Formation de l'équipe projet : l'animateur, les ambassadeurs de prévention/tri, le ou les maitres composteurs, doivent avoir suivi au moins 1 formation métier ADEME adaptée au profil. Par ailleurs des compétences en animation des acteurs économiques (éco-conception, EIT, ...) sont fortement souhaitables.
- L'animation porte sur les différentes cibles du projet ; elle peut être déléguée par le bénéficiaire à une autre structure.
- Gouvernance participative : les parties prenantes du projet seront impliquées dans le processus de valorisation de l'état des lieux, d'élaboration des objectifs, de définition des plans d'actions et de suivi des résultats, et plus généralement dans le processus décisionnel.
- Démarche transversale prévention/gestion déchets et intégrée avec le PCET du territoire et / ou la démarche TEPCV.
- Un programme d'action éco-exemplaire (comprenant un volet achats responsables, lutte contre le gaspillage alimentaire, etc.) du bénéficiaire et des autres acteurs publics associés.

Détails des engagements de la collectivité :

• Equipe projet CASA (direction ENVINET)

Suivi de projet	Pierre AMPHOUX : Directeur exploitation ENVINET Olivier BERARD : Coordination administrative et études Anne CHAMEROY : Responsable qualité	COTECH	COPIL
Animation et coordination	Olivier LENTZ : animateur CODEC/chef d'unité logistique	COTECH	
Action de terrain et sensibilisation	Equipe Ambassadeur du tri information/logistique : 6 agents pour aider à la mise en œuvre des actions de terrain à destination		
Responsable déchetterie	Mohamed DJEGHRIF : détournement et évitement flux		

La mise en place d'un tel projet d'ampleur nécessite la coordination des différentes parties prenantes : c'est ainsi qu'un animateur dédié a été nommé en interne (Olivier LENTZ) afin de notamment coordonner les différents partenaires, d'organiser la gouvernance, de mettre en œuvre les actions et la dynamique et de faire état des bilans des actions auprès du public.

- **Les partenaires pour une gouvernance participative**

- **Partenaires CASA (autres que la direction ENVINET)**

Marchés/commande publique	Directeur : V. WELTIN Responsable procédure : K. GAQUERE		
Développement économique	Directeur : C. JARTOUX Chargé du développement : Y. GARNIER		COPIL
Aménagement et connaissance du territoire	Directeur : S. BIBET Environnement : C. CHARRIER		COPIL
SYMISA	Coordination CASA/SYMISA : P. ROBERT		COPIL
Unité information prévention	Responsable Ambassadeurs du tri : L. BERTOLINO		
Elu de la CASA	Vice-Président délégué à la gestion des déchets : E. MELE (Maire de Gourdon)		COPIL

- **Partenaires externes**

UNIVALOM	Responsable prévention valorisation : E. GRECO	COTECH	COPIL
Commune de Biot	Elu à la réduction des déchets : R. RUDIO Responsable aménagement développement économique et durable : D. MICHARD	COTECH	COPIL
Commune du Bar-sur-Loup	Service communication : L. AGNEL		
CCI	Chargé de mission Zone d'activités durables : L. ASSO		
ARPE	Chargé de mission Zone d'activités durables : C. POULAIN		

- **Autres partenaires pouvant être mobilisés au cours du CODEC**

ADEME	Directeur Régional : T. LAFFONT Chargé de mission en charge du suivi du CODEC : T. DINH		COPIL
Les communes de la CASA			
La Région PACA			
La DREAL			
La Chambre Régionale des acteurs de l'ESS (CRESS)			
La Chambre d'Agriculture PACA			
La Fédération Française du Bâtiment			
L'UNICEM			
Des acteurs de l'ESS (ex : association CLAIE, EMMAUS...)			
La CCI			
La Chambre des Métiers de l'Artisanat			
Des associations locales (ex : TRAVISA, Sophia Club Entreprises...)			

- **Comité de pilotage**

Objectifs : présenter les résultats de l'avancement du plan d'actions et décider des éventuelles réorientations

Fréquence : 1 réunion par trimestre

Durée : 3 ans

Structure support du projet, le comité de pilotage se réunira 4 fois par an à minima pour définir les orientations stratégiques, valider les actions et indicateurs, planifier et mettre en œuvre les moyens, analyser les indicateurs, dresser les bilans et mettre en œuvre une dynamique d'amélioration continue.

Ces réunions permettront de rendre compte aux acteurs présents des actions réalisées, des résultats obtenus au vu des objectifs fixés, des difficultés rencontrées dans le cadre du trimestre écoulé, des succès observés, des orientations et objectifs révisés pour le trimestre à venir.

L'ADEME participe à ce comité de pilotage.

- **Comité technique**

Objectifs : suivre l'avancement du Plan d'actions

Fréquence : 1 fois par mois

Durée : 3 ans

Le suivi régulier du plan d'actions est garant de l'atteinte des objectifs fixés par le CODEC. Il permet de faire un bilan des actions menées, des points bloquants, des éventuels décalages et d'anticiper ceux à venir pour mieux les contourner ; de réorienter les actions pour rendre le CODEC efficace et dynamique.

Le comité technique s'appuiera sur un tableau de suivi pour témoigner de l'état d'avancement des différentes actions.

- **Programme d'action éco-exemplaire**

	Action	Description
Axe 5	Intégrer des clauses et/ou critères sur l'utilisation de matériaux recyclés dans les marchés publics	Objet : <ul style="list-style-type: none"> - créer un groupe de travail sur le sujet (composé de : Sylvie PONTUS, Didier ROSSI, Sébastien JACQUART, Karine GAQUERE, Olivier BERARD) - identifier les marchés de travaux concernés (prochain gros marché : Bus-Tram) - proposer des clauses environnementales visant à intégrer un % de matériaux recyclés ou laissant la possibilité de proposer des matériaux recyclés dès l'offre de base - ou intégrer dans le jugement des offres la pertinence de la solution proposée - faire valider la démarche auprès des politiques et des chefs de services CASA (délibération par les Elus pour imposer une règle + appui de la Direction Générale) - former les techniciens en charge de vérifier l'application des clauses sur le terrain (rôle des contrôleurs qualité) Indicateurs de suivi : <p>Intégrer une clause incitant les prestataires à utiliser des matériaux recyclés (cela peut consister simplement à ouvrir cette possibilité dès l'offre de base, ou à l'intégrer dans la notation)</p> <p>Année 1 : au moins 1 marché de travaux</p> <p>Années 2 et 3 : ensemble des marchés de travaux</p>
		Cible : Professionnels - déchets du BTP Pilote : CASA Partenaires : CASA Commande Publique

Axe 5	Engager la CASA dans une démarche éco-exemplaire	Objet : Engager la CASA dans une démarche éco-exemplaire et dans un deuxième temps entraîner dans son action les collectivités adhérentes et les administrations du territoire. Les thématiques qui doivent être abordées sont notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les impressions papier recto verso, - l'utilisation de produits d'entretien labellisés, - l'utilisation de vaisselle réutilisable, - sèche mains peu impactant, - mise en place du tri dans les bureaux, - critères environnementaux dans les marchés publics (gestion des déchets de chantiers, achat de produits pauvres en déchets, bilan carbone, ...) - dématérialisation des procédures (comptables, administratives), - éco-conduite, - lutte contre le gaspillage alimentaire, - gestion des déchets verts, - compostage des déchets de repas, - consommation énergétique - ... Les communes adhérentes éco-exemplaires : Dans un deuxième temps, la CASA incitera ses adhérents à mettre en place la démarche d'éco-exemplarité en s'appuyant sur les éléments qu'elle aura elle-même mise en place.		
		Cible : Administrations	Pilote : CASA	Partenaires : Communes membres de la CASA

• **Axe 2 - Développer l'économie circulaire sur le territoire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource**

O Axe 2.1 – L'offre et les acteurs économiques du territoire

- Soutenir la prévention des déchets et l'efficacité matière des processus industriels
- Développer l'écoconception et l'économie de la fonctionnalité
- Initier des démarches d'Ecologie Industrielle et Territoriale
- Soutenir des démarches d'achats responsables professionnels

Conditions requises :

- Mettre en œuvre un plan d'action pour sensibiliser et accompagner les acteurs économiques dans l'initiation et la mise en œuvre de démarche d'éco-conception/économie de la fonctionnalité/EIT ; optimisation des procédés et des flux matières ; démarche territoriales agricoles de valorisation des déchets organiques, ...

Détails des engagements de la collectivité :

	Action	Description
Axe 1	Développer l'éco-conception et l'éco-consommation	Objet : <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sociétés qui font de l'éco-conception sur le territoire CASA et qui en vendent (contacter le CARMA) - Créer un réseau de partage de ressources sur l'éco-consommation (action pilotée par UNIVALOM) - Développer une plate-forme Internet permettant aux adhérents (EPCI, communes) de faire partager leurs expériences et leurs outils d'animation et de sensibiliser les particuliers à l'éco-consommation en diffusant des outils et des astuces.

		Cible : Acteurs économiques	Pilotes : CASA + UNIVALOM	Partenaires : DEV ECO CASA Acteurs de l'éco-consommation et de l'écoconception CARMA association TETRIS (PTCE de Grasse)
Axe 3	Accompagner les professionnels du BTP	Objet : Assister au développement des plateformes d'échanges de matériaux - identifier les plateformes existante et leur fonctionnement (ACTIF, FFB, ...) - identifier les leviers de mise en réseaux des acteurs (offre et demande) - communiquer sur les alternatives à la mise en stockage ou en déchèterie - inciter les acteurs du BTP à l'utilisation des plateformes		
		Cible : Acteurs du BTP	Pilote : CASA	Partenaires : CCI + Fédérations et chambres consulaires BTP
Axe 4	Développer des filières locales à forte valeur ajoutée : bois biomasse	Objet : Mener une étude pour mesurer le potentiel de développement d'une filière bois-biomasse - Identification des installations existantes sur le territoire ou susceptibles d'utiliser ce type de combustible, - le bois d'élagage et le bois issus des déchèteries peuvent-ils être valorisés sous forme de plaquette de bois à brûler ? - Elaboration d'un plan d'approvisionnement : existe-t'il un marché local et des filières de reprise ? - Assistance au montage de projet (quelles aides ? quels partenaires ? quelle structure pour porter le projet ? ...) 		
		Cible : Bois des professionnels collectés en déchèterie	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM
Axe 4	Développer des filières locales à forte valeur ajoutée : circuits courts	Objet : Etudier le potentiel de développement des circuits courts (agriculture alimentaire et compost, huiles organiques) - diagnostic de la situation actuelle - identification des acteurs et actions pouvant être envisagées (qui, quelle activité et sur quels flux/ressources) - mise en relation des acteurs à travers l'organisation des groupes de travail - assistance au montage du projet 		
		Cible : Ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : CASA DEV ECO, CASA DD, CCI, Chambre d'agriculture, Acteurs de la restauration collective, Prestataires privés (huiles organiques)
Axe 6	Amorcer une démarche d'EIT	Objet : - Réaliser un diagnostic de l'ensemble des zones d'activités économiques de la CASA afin d'en dégager les synergies possibles et les inscrire dans une démarche d'EIT, voire d'économie de fonctionnalité si pertinent (location de lingettes de nettoyage, consignes sur les bidons souillés, partage de ressources, ...) - Intégrer une démarche d'EIT dans une future zone d'activité économique ou en création Les zones AE de la Sarrée et des Clausonnes sont des cibles prioritaires. La création d'un groupe de travail pour avancer sur le sujet avec le développement économique de la CASA doit être mis en place en année 1. Indicateurs de suivi : Nombre de synergies d'EIT identifiées Nombre de synergies qui sont ou vont être mises en œuvre		
		Cible : Zones d'Activités Economiques	Pilote : CASA	Partenaires : CASA DEV ECO, CCI

O Axe 2.2 – La demande et les comportements des consommateurs

- Promouvoir l'allongement de la durée de vie des produits : réemploi, réparation, réutilisation
- Mobiliser pour une consommation responsable (achats responsables, usage, fin de vie)
- Lutter contre le gaspillage alimentaire

Conditions requises :

- Programme de développement et de soutien des acteurs de l'ESS
- Plan de lutte contre le gaspillage alimentaire
- Développement des achats des produits locaux et circuits courts

Détail des engagements pris par la collectivité :

	Action	Description
Axe 1	Marché d'occasion	Objet : Promouvoir les plateformes du marché de l'occasion : - Identifier les acteurs du marché de l'occasion (le bon coin, ...) et les faire connaître du grand public - communiquer sur les repair cafés existants et identifier le potentiel de développement - Organiser des animations sur le thème du réemploi
		Cible : Ménages Pilote : CASA Partenaires : Service COM CASA
Axe 1	Recyclerie mobile	Objet : Tester un projet de recyclerie mobile, avec le passage d'un camion ponctuellement sur les communes, permettant le libre-échange d'objets sur les communes (action pilotée par UNIVALOM mais qui va nécessiter une aide de la CASA)
		Cible : Ménages Pilote : UNIVALOM + CASA Partenaires : UNIVALOM, association TETRIS (PTCE de Grasse)
Axe 1	Réemploi et acteurs de l'ESS	Objet : Développer le réemploi dans les déchèteries de la CASA - identifier les acteurs locaux si possibles de l'ESS (Emmaüs, ...) et les rencontrer dans une démarche de partenariat - identifier les flux concernés et les déchèteries les plus propices à la mise en place d'une telle démarche - définir l'organisation à mettre en œuvre et la mettre en œuvre sur une ou plusieurs déchèteries tests - mesurer les tonnages détournés en vue du réemploi Améliorer la visibilité des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire impliqués dans la prévention, en relayant les outils de communication existants (plateforme du PTCE, guide de la récup, etc.). Indicateurs de suivi : Tonnages détournés des déchèteries en faveur du réemploi Année 1 : 1 tonne Année 2 : 1,5 tonnes Année 3 : 2 tonnes
		Cible : Ménages et non ménagers Pilote : CASA Partenaires : Acteurs de l'ESS et du réemploi, DEV ECO CASA, UNIVALOM

Axe 1	Lutter contre le gaspillage alimentaire	Objet : - identifier les cibles et sensibiliser les usagers (ménages, entreprises, administrations, restauration collective - cantine centrale et RIE, ...) - accompagner les entreprises de la grande distribution dans la réalisation de diagnostics biodéchets (développer un outil) et les solutions pouvant être mises en œuvre - développer la récupération de denrées invendues sur les marchés et dans les commerces alimentaires, en partenariat avec les associations locales Indicateurs de suivi : Nombre d'entreprises sensibilisées à la lutte contre le gaspillage alimentaire Année 1 : 20 entreprises ou RIE Année 2 : 50 Année 3 : 100		
		Cible : Ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM, CCI

O Axe 2.3 – La gestion des déchets

- Améliorer la valorisation des déchets : matière, organique, énergie
- Réduire les tonnages issus du territoire en centre de stockage
- Contribuer à l'organisation de la collecte, du tri, de la transformation et la valorisation des déchets des DAE dont BTP.

Conditions requises :

- Soutenir le développement des déchèteries professionnelles, en particulier pour le BTP
- Réaliser une étude sur l'intérêt de la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets, intégrant l'optimisation du service dans sa globalité
- Intégrer les perspectives de résultats du programme d'action dans le dimensionnement des futurs équipements de traitement

	Action	Description
Axe 1	Développer le compostage dans les campings	Objet : - identifier les campings cibles, - organiser le déploiement, - former les gestionnaires du camping, - accompagner les gestionnaires dans leur démarche de communication auprès des voyageurs et dans la production de visuels - mesurer l'efficacité de l'action Indicateurs de suivi : Objectif UNIVALOM : équiper 1 camping en 2016 (non atteint) et 3 en 2017 Evolution de la quantité d'OMR/visiteur avant et après mise en place des composteurs.
		Cible : Camping
		Pilote : CASA
		Partenaires : UNIVALOM

Axe 1	Développer le compostage individuel	Objet : <ul style="list-style-type: none"> - améliorer la réactivité de la CASA pour répondre aux demandes de livraison dans des délais raisonnables : augmenter le temps alloué à cette mission ou les ressources - engager une campagne de communication pour relancer la dynamique auprès des ménages - commander des composteurs et les stocker - livrer les composteurs - estimer les quantités de biodéchets détournées - organisation de sessions de formation (en 2018 par UNIVALOM) à l'utilisation des composteurs individuels ou collectifs (le samedi sur la plateforme des Semboules) Indicateurs de suivi : <p>Délais de livraison < 1 mois (cf. démarche qualité EnviNet)</p> <p>Année 1 : 350 composteurs distribués</p> <p>Année 2 : 400 composteurs distribués</p> <p>Année 3 : 450 composteurs distribués</p> <p>Quantité de déchets détournés sur la base de 100kg/composteur/an</p>		
		Cible : Ménages en habitat individuel	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM
Axe 1	Etude préalable sur la collecte sélective des biodéchets	Réaliser une étude biodéchets auprès des ménages (actions pouvant être couplée avec celle sur les gros producteurs de biodéchets) afin d'étudier la faisabilité d'une collecte en porte-à-porte des biodéchets. <ul style="list-style-type: none"> - évaluer la pertinence en complément d'une politique de compostage domestique renforcée - appréhender les conséquences économiques et techniques d'une telle organisation, de la collecte jusqu'au traitement final de ce flux biodéchets 		
		Cible : Ménages	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM
Axe 1	Développer le compostage collectif	Objet : <ul style="list-style-type: none"> - se positionner en tant que relayer d'information et facilitateur d'implantation aux côtés d'UNIVALOM qui a pour mission de déployer le compostage collectif (suivi des sites existants et création de nouveaux sites) Indicateurs de suivi : <p>Objectif atteint pour 2016 et déjà dépassé pour 2017.</p> <p>Objectif 2020 : atteindre 34 composteurs collectifs sur l'ensemble du territoire UNIVALOM</p>		
		Cible : Habitat vertical	Pilote : UNIVALOM	Partenaires : CASA + Communes adhérentes
Axe 1	Accompagner les établissements scolaires pour diminuer leur production de biodéchets	Objet : <ul style="list-style-type: none"> - cibler les établissements prioritaires et non accompagnés - établir un programme de lutte contre le gaspillage alimentaire en partenariat avec des associations locales - Mettre en place un composteur (former les agents, sensibiliser les usagers, les convives et le personnel, communiquer sur les pratiques, ...) Indicateurs de suivi : <p>Diminuer de 50% la FFOM des établissements sensibilisés et équipés de composteurs par rapport à la situation initiale</p> <p>Objectif UNIVALOM sur le déploiement de composteurs collectifs dans les établissements scolaires : 14 sites en 2016; + 10 chaque année jusqu'en 2020.</p>		
		Cible : Etablissements scolaires	Pilote : CASA + UNIVALOM	Partenaires : UNIVALOM

Axe 1	Broyage des déchets verts	Objet : - Accompagner UNIVALOM dans son projet de broyage de déchets verts à domicile en devenant un relais de l'information. Cette opération est payante mais serait subventionnée à 50% par UNIVALOM (soit un coût final pour l'usager de 34€/h) qui a passé une convention de partenariat avec une association d'insertion (en charge de prendre les RDV, sensibiliser, livrer les broyeurs, ...) réunion de lancement avec les communes prévue début mars + distribution de flyers - Réaliser une campagne de sensibilisation des habitants au jardinage raisonné.		
		Indicateurs de suivi : Objectif année 1 : déploiement de l'action du 3 avril au 31 décembre 2017 sur 6 communes du territoire CASA. Objectif 2018 : proposer le service à l'intégralité du territoire UNIVALOM		
		Cible : Ménages en habitats individuel et pavillonnaire + artisans (gestion des espaces verts)	Pilote : UNIVALOM + CASA	Partenaires : CASA + UNIVALOM
Axe 2	Augmenter les performances de collecte sélective du verre en apport volontaire	Objet : PAC VERRE ECO-EMBALLAGES (action en cours) : - Réalisation du diagnostic du parc actuel de PAV verre avec pour objectifs : Augmenter le nombre de points de collecte ; Optimiser les implantations des PAV actuels ; Améliorer la propreté des points - Optimiser la collecte et la gestion des taux de remplissage - Communiquer sur les implantations et les consignes - Optimiser les points de collecte de proximité – Identifier un référent verre des professionnels qui devra : Rencontrer les PROS ; Estimer leur gisement ; Identifier leurs contraintes ; Proposer un plan d'action de déploiement ; Déployer des PAV sur la zone littorale ; Communiquer et sensibiliser les PROS		
		Cible : Ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : ECO-EMBALLAGES
Axe 2	Augmenter les fréquences de collecte sélective en porte à porte en substitution	Objet : Renforcer le service donné aux usagers en travaillant sur la fréquence de collecte sélective. Sur certains secteurs les dotations actuelles en bacs jaunes arrivent à saturation. Cela s'explique par l'évolution de la composition du gisement des recyclables qui globalement augmente en volume du fait de l'extension des consignes de tri (réf. : Etude nationale sur la prospective du tri réalisée par l'ADEME). Pour répondre à ce constat, la CASA souhaite tester afin d'éprouver sa pertinence, l'augmentation des fréquences de collecte du BAC JAUNE. Cette augmentation de la fréquence ne peut se faire qu'en substitution d'une fréquence d'OMR, sinon le gain économique recherché serait trop dégradé. Etape 1 : définir une zone test en 2016 (Gourdon) Etape 2 : mettre en place et suivre les résultats du test sur x mois Etape 3 : faire le bilan technico-économique afin d'envisager de reproduire l'expérience.		
		Cible : Ménages	Pilote : CASA	Partenaires : ECO-EMBALLAGES
Axe 2	Augmenter les performances de valorisation sur le flux encombrants	Objet : La CASA, dans le cadre du dernier marché de collecte confié à VEOLIA pour une durée de 7 ans, a introduit une clause de performance sur la valorisation des encombrants. L'objectif est : d'augmenter la part de valorisation matière, augmenter la part de valorisation énergétique, de maîtriser les apports sur les déchèteries. Sur l'échéance du plan stratégique la CASA a mis en place un suivi des performances de cette nouvelle prestation afin de piloter sa pertinence et son efficacité.		
		Cible : ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM

Axe 2	Améliorer la valorisation matière organique et accompagner les professionnels dans leurs obligations	Objet : Accompagner les professionnels dans leurs démarches de gestion des déchets - identifier leurs obligations réglementaires à court et moyen termes - créer un guide de communication rappelant : les obligations réglementaires des PRO, les outils et solutions leur permettant d'être en conformité réglementaire, ... - renforcer les moyens de répressions en cas de non-respect de la réglementation... Réaliser une étude sur les biodéchets des restaurants (actions pouvant être couplée avec celle sur les biodéchets DMA) - Identifier les établissements soumis >10t/an et créer un listing - Identifier les acteurs et les filières locales (sensibilisation, collecte et traitement des biodéchets) - Identifier les solutions pouvant être proposées par la CASA et ses partenaires (UNIVALOM) et les acteurs privés du territoire (ex : composteurs partagés, digesteur, sensibilisations aux achats de denrées et lutte contre le gaspillage alimentaire) - organiser des groupes de travail avec les mairies (police municipale) pour clarifier les moyens de répressions possibles en cas de non-respect de la réglementation		
		Cible : Acteurs économiques et restaurateurs en particuliers	Pilote : CASA	Partenaires : CCI UNIVALOM
Axe 3	Développer une déchèterie pro pour réduire la part de déchets du BTP assimilée	Objet : Mobiliser les acteurs autour d'un projet de déchèterie professionnelle - Etude préalable sur le potentiel de développer une déchèterie professionnelle sur le territoire CASA ou à proximité (quels distributeurs sur le territoire du 06 sont soumis à l'obligation de reprise, quels acteurs privés seraient intéressés et engagés dans une telle démarche ? quels sites seraient déjà existants et accepteraient les artisans de la CASA ? quels sites seraient propices à la création d'une telle installation ? Identification de la viabilité financière du projet (quel coût pour les professionnels, quelles conditions d'accès dans les déchèteries actuelles de la CASA ? quels seraient les exploitants intéressés par un tel projet ?) - Réaliser un guide sur les consignes et les tarifs des déchèteries à destination des PRO pour les inciter à aller en déchèteries PRO.		
		Indicateurs de suivi : Baisse des tonnages de déchets du BTP et notamment des gravats dans les déchèteries de la CASA		
Axe 4	Augmenter la part de valorisation organique des DMA	Objet : Relocaliser le traitement des déchets verts La CASA en 2015 ne dispose pas des capacités de traitement suffisantes pour composter la totalité des déchets verts produits sur son périmètre. Elle souhaite disposer des éléments technico-économique lui permettant de relocaliser le traitement de ce flux tout en optimisant à la fois les coûts et les impacts environnementaux, en évitant le transport de tonnes de déchets verts sur le département. Etape 1 : Étudier le potentiel afin de dimensionner le besoin Etape 2 : Rechercher un site d'implantation Etape 3 : Mettre en œuvre l'installation		
		Cible : ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : UNIVALOM

• **Axe 3 – Connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux**

- Soutenir et développer l'observation des flux de l'ensemble des déchets (DMA, DBTP, DAE) et des coûts ; contribuer aux observatoires existants
- Optimiser les coûts de la gestion des déchets
- Evaluer la création d'activités et d'emplois

- Communiquer vers l'ensemble des cibles du territoire (ménages, acteurs économiques, administrations, ...) et assurer leur engagement dans la durée
- Assurer la valorisation des résultats
- Echange d'expériences ; mutualisation ; participation aux communautés de travail régionales et nationales

Conditions requises :

- Répondre aux enquêtes tous flux, coûts, création d'emplois (y compris ESS) et d'activités pour l'ensemble des acteurs, sur le territoire de compétence
- Restitution des coûts et performances dans SINOE® Déchets
- Cadre des coûts de la prévention des déchets validés dans SINOE® Déchets
- Matrice des coûts de gestion des déchets validés dans SINOE® Déchets
- Indicateurs de performances du programme validés dans SINOE® Déchets
- Alimenter les outils de connaissance sur les flux matière de la région
- Alimenter la plateforme collaborative sur l'EC
- Le rapport du maire sur le Service Public des Gestion des Déchets est publié chaque année
- Les fiches actions et la fiche CO déchets & économie circulaire sont renseignées et mises à jour chaque année sur le site OPTIGEDE®

Autres actions :

- Observation des coûts de gestion des déchets en entreprise

Détail des engagements pris par la collectivité :

- La CASA contribue déjà aux observatoires de gestion des déchets avec la mise en ligne régulière de ses données via ComptaCoût et SINOE®.
- Concernant l'optimisation des coûts de la gestion des déchets, la CASA maintient ses coûts et son niveau de TEOM depuis plusieurs années. Il s'agit d'une réelle volonté politique de ne pas augmenter les coûts pour les usagers. Des études sur la RS et la TI ont été menées récemment pour mesurer les marges de manœuvres possibles. Cf. Annexe de l'étude de préfiguration.
- La CASA a mené une étude d'optimisation de ses collectes en diminuant la fréquence de collecte des OMR sur l'ensemble de son territoire en 2015-2016. L'objectif étant de proposer un niveau de service élevé avec des coûts stabilisés.
- La création de nouvelles filières via le réemploi, les circuits courts, le bois biomasse, et l'augmentation des matériaux recyclés devrait favoriser l'économie locale et être source d'emplois, notamment des acteurs de l'ESS. Ces activités seront mesurées via les détenteurs d'informations notamment l'agence CLAIE qui mesure les créations d'emplois et les projets ESS chaque année.
Cf. action : « développer des filières locales à forte valeur ajoutée ».
- Concernant la communication et la valorisation des résultats :

	Action	Description
Axe 7	Sensibiliser et communiquer – acteurs économiques	<p>Objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etendre la sensibilisation/communication aux acteurs économiques (en lien avec les différentes actions présentées ci-dessus) - Organiser des groupes de travail avec les acteurs économiques sur des thématiques précises : déchets du BTP? Éco-conception, réemploi et ESS, ... (en lien avec les différentes actions présentées ci-dessus) <p>Indicateurs de suivi :</p>

		Nombre de sensibilisations ou groupes de travail réalisés chaque année du CODEC		
		Cible : Acteurs économiques	Pilote : CASA	Partenaires : CASA service communication CASA service informatique
	Sensibiliser et communiquer – grand public	Objet : Revoir le site internet et les outils mis à disposition du public Dans le cadre du PAC Eco-Emballages et du CODEC, la CASA va devoir communiquer et structurer son action.		
		Cible : Ménages et non ménagers	Pilote : CASA	Partenaires : CASA service communication CASA service informatique

- Concernant l'échange d'expériences, la mutualisation et la participation aux communautés de travail régionales et nationales, cela est fait de manière régulière par Olivier BERARD qui assiste aux groupes de travail et s'informe via Amorce. L'animateur du CODEC assiste également aux réunions programmées par l'ADEME sur la thématique ZDZG mais qui devraient s'étendre aux CODEC. Des groupes de travail sont organisés sur différentes thématiques, cf. l'action ci-dessus : « sensibiliser et communiquer auprès des acteurs ».

2 Modalités de la convention

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à :

- Désigner un élu référent qui aura notamment la charge avec l'appui du chef de projet de :**
 - présider le Comité de pilotage
 - assurer l'information et l'échange avec les instances délibératives du territoire et avec ses services
 - apporter les moyens nécessaires à la mission d'animation et son suivi
 - assurer la cohérence et la synergie du projet avec les différents dispositifs pré existants et s'appliquant sur le territoire, notamment le Programme Local de Prévention et le Plan Climat Energie Territoire,
 - assurer la cohérence avec les programmes nationaux, régionaux ou départementaux déchets et économie circulaire (notamment le Programme National de Prévention Déchets et les Plans de Prévention et de Gestion des Déchets),
 - assurer la mise en œuvre des conditions requises précisées dans les 3 axes du programme d'action.
- Tenir l'ADEME périodiquement informée de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme d'action déchets et économie circulaire au fur et à mesure de son avancement et lui faire part des difficultés éventuellement rencontrées.
- Faire état de la présente convention à l'occasion de toute manifestation ou information portant sur tout ou partie des résultats.
- Collaborer au partage d'expérience, au suivi et à l'évaluation des projets organisés par l'ADEME et ses partenaires au niveau national ou régional.

2.1 Participation aux réseaux co-animés par l'ADEME

L'animateur participera aux réunions, journées techniques et formations proposées ou co-animées par l'ADEME au niveau national et régional.

2.2 Modalité de suivi des engagements de moyens et de résultats conditionnant l'attribution des aides financières

Dans le cadre du contrat d'objectif déchets et économie circulaire,

- Une aide forfaitaire est attribuée au titre du soutien à l'animation, aux actions de communication, formation, sensibilisation et aux études - suivi – évaluation
- une aide additionnelle est attribuée en fonction de l'atteinte des objectifs prévus dans la phase de préfiguration.

Comme stipulé à l'annexe financière, le versement de l'aide est conditionné au respect des modalités de mise en œuvre convenues, notamment à une activité conforme aux engagements pris pour une durée de 3 ans.

➤ **L'attribution de l'aide forfaitaire aux moyens est fondée sur le principe suivant :**

L'attribution de l'aide forfaitaire aux moyens est fondée sur l'engagement effectif des actions prévues dans le programme avec les conditions requises, sauf raison motivée, approuvée en comité de pilotage et validée par le Directeur régional de l'ADEME, attestée par l'approbation du bilan d'activité conforme par le directeur régional de l'ADEME.

De plus, des indicateurs de moyens sont pris en compte à caractère informatif dans les rapports d'avancement d'activités des années 1 et 2. L'analyse de ces objectifs permettra de suivre le déroulement du contrat et sa mise en œuvre :

- a) Effectif de l'équipe projet du programme
- b) Mesurer l'effet levier du soutien financier de l'ADEME
- c) Gouvernance et participation

Equipe projet au sein de la collectivité : présence d'un chef de projet et d'un élu référent.

COPIL et de COTECH : fonctionnement des comités et participation et présence des acteurs du territoire.

➤ **3 indicateurs de résultats sont retenus pour le paiement de la part variable du CO en année 3**

L'atteinte d'un minimum de 60% de l'objectif fixé pour chacun des 3 indicateurs est nécessaire afin d'obtenir une partie de la part variable. Au-delà de 60%, le meilleur résultat obtenu parmi les 3 indicateurs sera retenu pour le paiement de la part variable.

Ces indicateurs seront négociés par la Direction Régionale au cas par cas, parmi les suivants :

- **1 : Taux de réduction des DMA supérieur ou égal aux exigences du PNPD / Loi transition énergétique** (-7% ou -10% - DMA au sens Eurostat hors déblais et gravats entre 2010 et 2020).
Réduction des DMA au minimum de 1% par an, soit 3% en 3 ans.
- **2 : Taux de valorisation globale (matière, organique et énergétique)** (selon convention CGDD) sur le périmètre DMA (possibilité d'élargissement aux DAE si la donnée est accessible localement)
- **3 : Taux de réduction du tonnage des déchets issus du territoire et enfouis** (à définir par les DR selon la situation régionale ; inclusion potentielle de l'ensemble des déchets produits)
- **4 : Un indicateur du monde économique** sera retenu parmi les 3 suivants :
 - Nombre d'entreprises engagées dans des démarches d'éco-conception
 - Nombre de démarches engagées d'Economie de la Fonctionnalité
 - Nombre de démarches engagées d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT)
- **5 : Autre indicateur pertinent** (suite à l'étude préfiguration) à l'échelle régionale

Nota bene : seuls 3 d'entre eux sont donc obligatoires pour déclencher le paiement en année 3 ; toutefois, l'ensemble de ces indicateurs devront être suivis afin de faciliter l'évaluation nationale (cohérence entre tous les contrats d'objectifs).

Par ailleurs, il est obligatoire de retenir au moins un des deux indicateurs :

- **Objectif de réduction des DMA supérieur ou égal aux exigences du PNPD**
- **Objectif de réduction du tonnage des déchets issus du territoire et enfouis**

Détail des engagements pris par la collectivité :

Les indicateurs de résultat retenus pour le suivi et l'évaluation des impacts sont les suivants :

- **Type 1 : Taux de réduction des DMA** prenant en compte les déchets inertes collectés en déchèterie de 1% par an, soit 3% en 3 ans ;
Année de référence 2016.
Pour l'année 2016, ce ratio est de 888 kg/hab./an.
- **Type 4 : Implication de la collectivité dans au moins 1 démarche engagée d'Economie Industrielle et Territoriale** sur les 3 ans
- **Type 5 : Nombre de composteurs livrés** : année 1 : 350 composteurs ; année 2 : 400 composteurs ;
année 3 : 450 composteurs.

Les indicateurs complémentaires :

- Indicateur sur le réemploi : tonnages détournés des déchèteries en faveur du réemploi
- Nombre de marché de travaux intégrant une clause incitant les prestataires à utiliser des matériaux recyclés par année
- **Indicateurs de suivi opérationnel du contrat :**

Le dispositif de suivi et d'évaluation du projet sera défini par le Comité technique afin d'une part d'appuyer la conduite du projet dans une démarche d'amélioration continue et d'autre part de permettre de capitaliser les retours d'expérience, sur la base de la liste indicative d'indicateurs suivante à enrichir d'éléments relatifs aux champs de la production économique, de la consommation et de la gestion des déchets :

- Flux entrants dans des déchèteries pour les professionnels et pour les particuliers, ou nombre de déchèteries professionnelles ou taux de valorisation de ces déchets,
- La formation : renseigner sur SINOE® Déchets les formations suivies (prévention, économie circulaire, partenariat, ...) par les membres de l'équipe projet
- La collectivité a engagé les études de faisabilité pour la mise en place de et TI
Année 1 : délibération actant l'engagement des études - réalisée et transmise à l'ADEME
Année 2 : études en cours ou terminées
- La matrice des coûts de gestion des déchets, le cadre des coûts de la prévention et les indicateurs de performance sont saisis et validés dans SINOE® Déchets
- Les fiches actions résultats et la fiche CODEC sont renseignées sur OPTIGEDE dès la première année et mise à jour en fin d'année
- Inscription sur la plateforme collaborative sur l'économie circulaire ADEME/IEC

2.3 Modalités générales de fonctionnement

Comité de pilotage et comité technique du projet

Afin de suivre le bon déroulement du projet, un Comité technique et un Comité de pilotage seront créés. Le comité de pilotage réunit :

- l' élu référent,
- le Directeur Régional de l'ADEME ou son représentant,
- la Direction ENVINET de la CASA,
- la Direction du Développement Economique de la CASA,
- la Direction de l'Aménagement et de la connaissance du territoire de la CASA,
- SYMISA (Syndicat Mixte Sophia Antipolis)
- la commune de Biot,
- UNIVALOM (Syndicat Mixte pour la Valorisation des Déchets Ménagers)

Le comité technique réunit :

- L'animateur du CODEC,
- UNIVALOM,
- La Direction ENVINET de la CASA,
- La commune de Biot.

Le Comité technique se réunira autant de fois que nécessaire selon l'avancement du plan d'actions et au moins trois fois par an à une date choisie d'un commun accord entre les parties. Ce Comité pourra inviter d'autres personnes après accord de ses membres.

Ce Comité technique a pour mission sur la base des propositions du Comité de Pilotage :

- d'assurer le bon déroulement des actions engagées,
- d'établir le suivi financier du programme,
- de procéder au bilan et à l'évaluation des actions au terme de l'année en cours,
- d'approuver le contenu des actions pour l'année suivante.

Responsables opérationnels respectifs

Chacune des parties désigne un chef de projet dont le rôle est d'assurer l'animation et la coordination du partenariat :

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : Olivier LENTZ

Pour l'ADEME : Tu-Uyen DINH

Les parties conviennent de s'informer mutuellement en cas de changement de leur responsable respectif ainsi désigné.

2.4 Rapports d'avancement et rapport final

Les rapports d'avancement comprendront :

1^{er} rapport d'avancement :

- un résumé d'une page de l'action menée pendant les 12 mois précédents,
- une synthèse du programme d'actions,

- un bilan détaillé de ses résultats quantitatifs et qualitatifs des 12 mois précédents, précisant la mise en œuvre des conditions requises dans le programme d'action et en utilisant les indicateurs des paragraphes ci-dessus,
- le bilan des difficultés rencontrées les 12 mois précédents,
- Le compte rendu des différentes réunions / comités de pilotages des 12 mois précédents,
- les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite de l'activité pour les 12 mois suivants.

2^{ème} rapport d'avancement :

- un résumé d'une page de l'action menée pendant les 24 mois précédents,
- une synthèse du programme d'actions,
- un bilan détaillé de ses résultats quantitatifs et qualitatifs des 12 mois précédents, précisant la mise en œuvre des conditions requises dans le programme d'action et en utilisant les indicateurs des paragraphes ci-dessus,
- le bilan des difficultés rencontrées les 24 mois précédents,
- le compte rendu des différentes réunions / comités de pilotages,
- les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite de l'activité pour les 12 mois suivants.

Le rapport final comprendra :

Le rapport final contiendra les éléments prévus pour les rapports d'avancement mentionnés ci-dessus. Il comportera également les éléments suivants :

- un résumé d'une page,
- une synthèse du programme d'action,
- un bilan détaillé de ses résultats quantitatifs et qualitatifs des 3 années, précisant la mise en œuvre des conditions requises dans le programme d'action et en utilisant les indicateurs des paragraphes ci-dessus,
- les orientations envisagées ou prévues pour la poursuite de l'activité au-delà de la période de soutien financier.

Présentation des rapports :

Chaque document, recto-verso, sera transmis en x exemplaire(s) sous forme papier et numérique sous format normalisé A4. Les documents seront en outre fournis au format compatible PC de préférence sous WORD et EXCEL (pour les données ou certains tableaux).

ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE
SYSTÈME D'AIDE AUX CONTRATS D'OBJECTIFS :
DECHETS et ECONOMIE CIRCULAIRE
CONVENTION DE FINANCEMENT N° 1640C0013
CONCLUE ENTRE LA CASA ET L'ADEME

		PÉRIODE CONCERNÉE PAR CETTE OPÉRATION :		
Localisation	Nombre d'habitants	Du	Au	soit en nombre d'années
Métropole (hors Corse)	180 060	01/09/2017	31/08/2020	3
	Source INSEE (Millésime)	http://www.insee.fr		
	2 013			

1 – Coût Total de l'opération

Le coût total de l'opération est estimé à : **451 000 €**

2 – Modalités de calcul de l'aide et vérification du cumul des aides publiques

L'aide de l'ADEME prendra la forme d'une **aide maximale** composée :

- d'un **montant fixe** lié à la taille de la collectivité (cf 2.1)
- d'un **montant variable** basé sur le taux de réalisation des objectifs définis en annexe technique (cf 2.2)

Dans tous les cas, le montant de l'aide sera plafonné à :

450 060,00 €

2.1 - Montant fixe

Compte tenu du nombre d'habitants de la collectivité (source INSEE) :

180 060

le montant fixe attribué au bénéficiaire sera de :

270 000,00 €

2.2 - Montant variable

Le montant variable maximum, accordé au bénéficiaire sera de :

180 060,00 €

Montant calculé sur une base forfaitaire de **1€ par habitant**,

lié aux objectifs fixés sur la base des indicateurs retenus suivants :

Indicateurs	3 Indicateurs retenus	Valeur cible en 3 ans	
1 Taux de réduction des DMA	<input checked="" type="checkbox"/>	3,00%	
2 Taux de valorisation globale (matière, organique et énergétique)	<input type="checkbox"/>	90,00%	indicateur non coché
3 Taux de réduction du tonnage des déchets enfouis	<input type="checkbox"/>		
4 Indicateur du monde économique choisi localement	<input checked="" type="checkbox"/>	1,00	
5 Autre Indicateur choisi localement : nbr de composteurs distribués	<input checked="" type="checkbox"/>	1 200,00	

Cet objectif, couvrant une période comprise entre le :
est défini plus en détail en annexe technique.

01/09/2017

et le :

31/08/2020

Le **montant variable** attribué au bénéficiaire **sera proportionnel à l'atteinte des objectifs** définis en annexe technique, selon les conditions suivantes :

- L'atteinte d'un **minimum de 60% de l'objectif fixé pour chacun des indicateurs** est nécessaire afin d'obtenir une partie de la part variable.
- **Au-delà de 60%, le meilleur résultat obtenu parmi les indicateurs sera retenu** pour le paiement de la part variable.

2.3 - Aide Totale

Le montant maximum de l'aide accordée au bénéficiaire (montant fixe + variable) sera de :

450 060,00 €

PLAN GLOBAL DE FINANCEMENT			
FINANCEURS	Montant des aides publiques sollicitées ou attendues pour l'opération	% Aide sur total opération	Règles nationales
ADEME Autres (à préciser)	450 060,00 €	99,79%	
Total Financements publics	450 060,00 €	99,79%	cumul respecté
Autres (à préciser) ...			
Total Financements privés			
Autofinancement	940,00 €		
TOTAL DES FINANCEMENTS	451 000,00 €		

3 – Modalités de versement de l'aide

En application de l'article « modalités de versement » de la **CONVENTION DE FINANCEMENT** et conformément à l'article : **12-1-3** des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, les versements seront effectués de la façon suivante :

- un **versement intermédiaire de 50 % du montant visé au 2.1** ci-dessus, sur remise du 1er rapport d'avancement visé en annexe technique, permettant d'attester la mise en oeuvre effective des moyens pour la 1ère année.

Ce versement intermédiaire sera d'un montant de :

135 000,00 €

- un **versement intermédiaire de 50 % du montant visé au 2.1** ci-dessus, soit un versement de :

135 000,00 €

sur remise du 2ème rapport d'avancement visé en annexe technique, permettant d'attester la mise en oeuvre effective des moyens pour la 2ème année.

- le **solde, correspondant au montant visé au 2.2** ci-dessus, sur remise du rapport final visé en annexe technique permettant d'attester l'atteinte des objectifs.

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des règles générales.

L'ADEME se réserve la possibilité de procéder au rappel des sommes versées au titre de la présente convention en cas de non atteinte des objectifs fixés sur la base des indicateurs retenus, tels que définis en annexe technique.

Numéro : 1640C0013
Montant : 450 060,00 euros

CONVENTION DE FINANCEMENT

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Notification du :

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement

ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01 inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309

représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN
agissant en qualité de Président

désignée ci-après par « **l'ADEME** » d'une part,

Et

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Communauté d'agglomération

449 route des crêtes - BP43 - 06901 - SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

SIRET n° 24060058500014

Représentant : Monsieur Jean LEONETTI

Agissant en qualité de Président

ci-après désigné par « **le bénéficiaire** » d'autre part,

Vu les règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n° 14-3-7 du 23/10/2014 (ci-après « les règles générales ») et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le bénéficiaire en date du 27/07/2015,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n° 14-3-6 du 23 octobre 2014 relative au système d'aides aux contrats d'objectifs,

Vu sauf notification contraire expresse et écrite de la part de l'ADEME, cette opération sera réputée rattachée au partenariat mis en œuvre avec la Région et l'Etat en application des accords susvisés,

Vu la délibération du bénéficiaire en date du 06/11/2017,

Vu l'avis favorable en date du 27/04/2017, C.R.A PACA,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les caractéristiques de l'opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'opération envisagée est la suivante :

AAP TZDZG : CODEC de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Le détail technique et les modalités de suivi de cette opération figurent en annexe 1 (annexe technique) à la présente convention qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 3 – DUREE CONTRACTUELLE DE L'OPERATION

La durée contractuelle de l'opération ainsi envisagée sera de 36 mois à compter de la date de notification figurant en tête de la présente convention.

Afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'opération envisagée, le bénéficiaire devra remettre à l'ADEME un ou plusieurs rapports d'avancement selon les modalités définies en annexe technique précitée.

Le rapport final devra être adressé à l'ADEME avant la fin de la durée contractuelle de l'opération.

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le montant prévisionnel des dépenses éligibles est fixé à 450 060,00 euros. Le détail estimatif du coût total et des dépenses éligibles figure en annexe 2 (annexe financière) à la présente convention qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'aide attribuée est une subvention d'un montant de 450 060,00 euros dont les modalités de calcul sont définies en annexe financière précitée.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités prévues à l'article 12-1-3 et 12-2 des règles générales, et précisées en annexe financière.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire.

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES DE L'ADEME

Les règles générales, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente convention et le bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

Fait en deux exemplaires originaux,

A MARSEILLE,

Pour le « Bénéficiaire »
Jean LEONETTI

Pour « l'ADEME »,
Le Président

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/11/2017
Numéro : BC_2017_193
Nature : DE - Deliberations
Objet : Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire -
Convention de financement avec l'ADEME
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ABF4cQk

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/11/2017
Identifiant : 006-240600585-20171106-BC_2017_193-DE

Acte reçu

Date : 06/11/2017
Numéro interne : BC_2017_193
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire - Convention de financement avec l'ADEME
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171106-BC_2017_193-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
006-240600585-20171106-BC_2017_193-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20171106-BC_2017_193-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20171106-BC_2017_193-DE-1-1_4.PDF